

Marché de remplacement et déplacement du SSI du Théâtre national de la Colline

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n° 2025M0004

Table des matières

Préambule.....	5
1. Dispositions générales.....	6
Objet du marché.....	6
Conditions particulières.....	6
Forme du marché.....	6
Éléments du programme.....	6
Instruction des pièces administratives.....	7
2. Parties.....	7
Les parties contractantes.....	7
Les chargés de mission.....	7
3. Pièces du marché.....	8
Pièces contractuelles.....	8
Précisions concernant les pièces du Marché.....	9
Compte rendu de réunions de chantier.....	10
4. Hygiène, sécurité, protection de la santé et conditions de travail.....	10
Echafaudage, grutage, matériel de manutention et de levage.....	10
Installations électriques temporaires de chantier.....	10
Coordination en matière SPS – Plan de prévention.....	10
Travaux en site occupé et exploité.....	11
5. Le TITULAIRE.....	11
Représentation du TITULAIRE.....	11
En cas de redressement ou liquidation judiciaire.....	11
Mandataire d'un groupement.....	12
Cotraitants.....	13
Sous-traitants.....	13
Échanges avec le titulaire – Ordres de services.....	14
Obligations du TITULAIRE.....	15
6. Prix.....	15
Répartition des paiements.....	15
Contenu des prix.....	15
Prestations fournies par la MAITRISE D'OUVRAGE.....	16
Travaux modificatifs.....	16
Variation des prix.....	16
Actualisation des prix.....	16
Garanties financières.....	17
7. Règlement des comptes.....	18
Règlement des travaux.....	18
Approvisionnement.....	18
Avance.....	18
Décomptes et acomptes provisoires.....	18

Décompte final.....	19
Décompte général	19
Décompte général et définitif	19
8. Paiement.....	21
Intérêts moratoires.....	21
Augmentation du montant des travaux.....	22
9. Durée du marché et délais d'exécution	22
Durée du marché.....	22
Calendrier prévisionnel d'exécution	22
Calendrier détaillé d'exécution.....	22
Prolongation des délais d'exécution.....	23
Prise en compte des intempéries	23
10. Etudes d'exécution, VISA, préparation de chantier.....	23
Etudes d'exécution	23
Synthèse et VISA des documents d'exécution	24
La préparation de chantier	24
11. Réception – Garantie de parfait achèvement.....	24
Dates de réception	24
Réception des réserves	25
Garantie de parfait achèvement.....	25
12. Délais de réalisation	25
Délais globaux.....	25
Calendrier détaillé d'exécution	25
Prolongation des délais.....	26
13. Pénalités.....	26
Pénalités pour retard	26
Pénalités de retard sur le délai de rendu des études d'exécution.....	26
Pénalités appliquées pour un retard dans la levée des remarques bloquantes	27
Pénalités appliquées pour un retard dans le rendu des PPSPS	27
Pénalités appliquées pour un retard dans le rendu des éléments permettant au coordinateur SSI d'établir le DOE et au CSPS d'établir de DIUO.....	28
Pénalités appliquées en cas de retard dans la réception d'ouvrages n'entraînant pas de perte d'exploitation.....	28
Pénalités appliquées en cas de retard dans la réception d'ouvrages entraînant l'annulation d'une ou de plusieurs représentations donc entraînant une perte d'exploitation.....	28
Pénalités pour absence aux réunions	29
Pénalités pour infraction aux prescriptions du chantier et du marché	29
Pénalités pour retard des travaux de parachèvement permettant la levée des réserves formulées lors de la réception	29
Pénalités appliquées pour un retard dans la transmission des documents induits par des travaux modificatifs	30
Pénalités appliquées pour non-respect d'un engagement contractuel.....	30
Pénalités appliquées pour un retard dans la libération des locaux de base-vie.....	30
Tableau des délais et des pénalités.....	31
14. Caractéristique des matériaux et des produits.....	33
15. Obligations courantes du Titulaire	33
Devoir d'information et de conseil :	33

Dégradations causées aux voies publiques :	33
Obligation de vigilance :	33
Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :	34
Réparation des dommages :	35
16. Organisation du chantier.....	35
Protection du chantier.....	35
Gestion des déchets de chantier	36
Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	36
Documents à fournir après exécution.....	37
17. Réception des travaux.....	37
Dispositions applicables à la réception.....	37
Réception partielle et constat d'achèvement de travaux.....	37
18. Garantie et assurances.....	37
Garantie à première demande	37
Garantie de parfait achèvement	38
Garantie de bon fonctionnement.....	38
Assurances.....	39
19. Marchés de prestations similaires.....	39
20. Résiliation et exécution aux frais et risques du titulaire.....	39
21. Cession – transfert du marché.....	41
22. Substitution.....	41
23. Droit et langues.....	41
24. Dérogations aux documents généraux	42
25. Annexes.....	42

Préambule

Le Théâtre national de la Colline est un Établissement Public Industriel et Commercial dont l'activité principale est la création, la production, la diffusion et l'exploitation de spectacles, placé sous la tutelle du ministère de la Culture (décret n° 2002 – 110 du 24 janvier 2002 modifiant le décret mai 1972 portant statut du Théâtre national de la Colline).

Le Théâtre national de la Colline est situé au 15 rue Malte Brun à Paris 20^{ème} et dispose d'une annexe Rue des Prairies à Paris 20^{ème} également.

Le présent marché est régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est soumis Code de la Commande publique. Il est conclu par et pour le compte du Théâtre national de la Colline, qui en exerce la MAITRISE D'OUVRAGE dans le cadre des travaux mentionnés à l'article 1.1 du présent document.

Le financement de ce projet fera l'objet de financements publics uniquement, conditionnels à la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Le TITULAIRE est réputé avoir pris connaissance et être parfaitement conscient de l'incidence grave qu'engendrerait un quelconque retard dans la réception des travaux pour l'activité, l'exploitation et la réputation du Théâtre national de la Colline, qui, le 21 janvier 2026, ouvrira sa saison 2025-2026 avec la dernière création de son directeur actuel, Wajdi Mouawad.

En outre, la programmation de la saison 2025-2026 a intégré une fermeture au public jusqu'au 7 janvier 2026, afin de permettre la réalisation de travaux relatifs au déplacement de la façade actuelle à l'aplomb du portique béton, l'extension des dalles béton du hall, la reconfiguration des niveaux en sous-sol et le réaménagement des bureaux du R+3 et R+4.

L'attention du TITULAIRE est attirée sur le fait que la priorité de la MAITRISE D'OUVRAGE est d'ouvrir à ses publics **le 21 janvier 2026**. Il ne sera à aucun moment envisageable d'ouvrir au public à cette date sans un SSI et ses asservissements fonctionnels et mis en service.

Par ailleurs, certains asservissements incombent au LOT 10 du marché de grands travaux de réhabilitation du hall notamment un désenfumage naturel au niveau de l'escalier en colimaçon ainsi que les deux désenfumages mécaniques prévus dans la DF2 annexée au présent marché.

A ce jour, le désenfumage du hall fait l'objet d'un avis défavorable de la préfecture qui a exigé que ledit désenfumage fasse l'objet de l'élaboration de scénarios par un laboratoire d'ingénierie en sécurité incendie puis que des notes de calcul, réalisées par ledit laboratoire, fassent l'objet d'une validation par la préfecture également, dans un second temps.

Le laboratoire LISI est à ce jour en train de réaliser les scénarios. Tout élément complémentaire qui arriverait en cours d'appel d'offres ou en cours d'exécution du marché sera transmis dans les plus brefs délais aux candidats ou au TITULAIRE.

Dans le cadre des asservissements du hall, le LOT CVC / Plomberie et le LOT CFO / CFA auront à leur charge la mise en place des asservissements à leur charge et le LOT CFO / CFA aura à sa charge la mise en attente des câbles. La programmation des asservissements au SSI sera à la charge du LOT en charge dudit asservissement.

Le TITULAIRE est réputé s'être fait préciser, lors de l'établissement de son offre et en tout état de cause avant la signature de son marché, les différents points susceptibles de porter à confusion afin d'y faire apporter les corrections utiles.

A défaut, le TITULAIRE est réputé avoir tenu compte dans son prix de la prescription la plus pénalisante pour lui.

A titre de condition substantielle et déterminante du présent marché sans laquelle la MAITRISE D'OUVRAGE n'aurait pas contracté, le TITULAIRE souscrit une obligation de résultat qui porte sur :

- Des prestations conformes aux normes, à la réglementation en vigueur et aux règles de l'art, répondant aux objectifs, données et contraintes de son corps d'état et du Théâtre national de la Colline et de son exploitation.
- Le respect des dates et délais mentionnés dans les différentes pièces du marché.

1. Dispositions générales

Objet du marché

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) complète et précise en tant que de besoin, les dispositions générales du cahier des clauses administratives générales applicables aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés passés suivant le Code de la Commande Publique, à l'exception des clauses qui peuvent entrer en contradiction avec le présent document, celui-ci ayant priorité.

Le Théâtre national de la Colline souhaite faire réaliser des travaux de remplacement et de déplacement du SSI notamment à la suite de la fermeture au public de ses deux salles pour la saison 2025-2026. Le présent marché a pour objet le remplacement et le déplacement du SSI.

Le Théâtre national de la Colline souhaite, dans le cadre des travaux, objets du présent marché, déplacer le SSI dans une zone plus accessible et améliorer la sécurité de son public et de ses collaborateurs ainsi que son exploitation par la mise en place de nouveaux asservissements.

Conditions particulières

Les conditions particulières sont précisées dans le CCTP et ses annexes.

Forme du marché

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement. Ce prix est détaillé au sein de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Il est constitué d'une tranche ferme, et d'une tranche optionnelle relative à la maintenance annuelle du SSI.

Affermissement de la tranche optionnelle

La tranche optionnelle relative à la maintenance annuelle du SSI pourra être affermée suite à la notification de la décision d'affermissement au Titulaire par la Maîtrise d'ouvrage. La date de départ de ces prestations sera fixée par ordre de service.

Le non affermissement de la tranche optionnelle ne pourra donner droit à aucune indemnité d'attente ou de dédit.

Éléments du programme

L'opération consiste à :

- Remplacer et déplacer les matériels centraux du SSI dans un VTP équipé d'un éclairage permanent avec tableau de report d'exploitation positionné à l'accueil. L'installation du VTP est à la charge du présent marché ;
- Étendre la détection automatique incendie à l'ensemble des locaux à risques particuliers, ainsi qu'au droit des portes coupe-feu à fermeture automatique
- Étendre la fonction compartimentage à l'ensemble des portes coupe-feu des circulations pouvant

- être maintenues en position ouverte pour des raisons d'exploitation
- Ajouter des flashes lumineux dans les sanitaires de l'établissement
- Adapter les commandes des installations de désenfumage

***NOTA :** Une fermeture au public est planifiée entre le 3 juillet 2025 et le 21 janvier 2026 permettant ainsi de garantir la bonne exécution des travaux.*

Instruction des pièces administratives

L'AT relatif au déplacement du SSI a fait l'objet d'un avis favorable (**Cf. Avis préfecture_AT_SSI**)

Le permis de construire du projet réalisé en parallèle du présent marché et qui vise à reconfigurer le hall a été déposé le 13 décembre 2024 et est en cours d'instruction.

Etat de l'instruction du PC par la préfecture (bâtiment appartenant à l'Etat) en cours :

- DRAC / ABF : avis favorable
- DVD : avis défavorable lié à l'ouverture des portes du hall et à leur emprise sur le domaine public lorsqu'elles s'ouvrent vers l'extérieur. La MOE propose un nouveau système asservi au SSI qui consiste à avoir les portes s'ouvrant vers l'intérieur en configuration normale, et avec un déblocage vers l'extérieur en cas de déclenchement de l'alarme avec évacuation du public. De nouvelles pièces et AOT ont été transmises et sont en cours d'instruction.
- DU : pré-avis reçu.
- DHAAP : consulté par la DU. Émettront un avis soumis à la commission du vieux Paris.
- PP sécurité : avis défavorable relatif au désenfumage du hall. Une note de calcul répondant à l'IT 246 a été transmise mais la préfecture demande une note de calcul répondant à l'IT 263. Un scénario est en cours d'élaboration par le LISI et doit faire l'objet d'une validation de la préfecture préalablement à la transmission d'une note de calculs justifiant la conformité du projet de désenfumage du hall
- PP accessibilité : En cours d'instruction
- Assainissement : avis favorable.
- IGC : avis favorable.

2. Parties

Les parties contractantes

D'une part :

La MAITRISE D'OUVRAGE :

Théâtre national de la Colline

SIRET : 784 804 593 00019 / APE : 9001Z

Représentée par son administratrice, Mme Patricia Michel

De l'autre :

Le TITULAIRE :

L'entreprise signataire d'un ou plusieurs lot(s) et désignée par « LE TITULAIRE » dans l'ensemble des pièces administratives du présent marché.

Les chargés de mission

LES REPRESENTANTS DE LA MAITRISE D'OUVRAGE :

WAJDI MOUAWAD

Directeur – Théâtre national de la Colline

PATRICIA MICHEL
Administratrice – Théâtre national de la Colline

SUIVI D'OPERATION DE LA MAITRISE D'OURAGE :

AUDREY STERLINGOTS

Directrice technique – Théâtre national de la Colline

FRANK GRIMAUD

Directeur technique adjoint en charge du bâtiment et de la sécurité – Théâtre national de la Colline

VIANNEY CANDILLE

Adjoint au directeur technique adjoint en charge du bâtiment - Théâtre national de la Colline

MAITRISE D'ŒUVRE :

GAMMA TECH

COORDINATEUR SSI :

CAT MEDIA

ASSISTANCE ET CONSEILS A LA MAITRISE D'OUVRAGE en matière et sécurité incendie

CASSO & ASSOCIES

CORDONNATEUR SPS :

(Loi du 31 décembre 1993 – Directive CEE 92/57)

SOCOTEC

CONTROLEUR TECHNIQUE :

(Article L 111-25 du Code de la construction et de l'habitation)

BTP CONSULTANT

Le TITULAIRE est tenu de prendre en compte l'ensemble des observations/demandes que ces chargés de mission pourraient formuler dans le cadre de leurs interventions.

3. Pièces du marché

Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante.

Les documents suivants sont les éléments contractuels composant le Marché :

- 1) L'Acte d'Engagement et ses annexes (DPGF qu'il s'agisse de tranches fermes ou de tranches optionnelles)
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) incluant les pièces écrites, les pièces graphiques et ses annexes
- 4) Les comptes-rendus de réunion de chantier
- 5) Le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (PGC SPS) auquel le TITULAIRE est soumis en vertu des travaux en coactivité avec les travaux du hall dont les prestations du présent marché font l'objet.

Ces documents particuliers sont complétés par des documents généraux non produits ni signés, mais faisant partie intégrante du Marché.

- 6) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux travaux de bâtiment
- 7) Le Cahier des Clauses Techniques Générales
- 8) Les Documents Techniques Unifiés (DTU) et Cahier des Prescriptions Techniques Générales
- 9) Les avis techniques du CSTB

- 10) Les normes françaises
- 11) Tous décrets, arrêtés, lois et règlements en vigueur

En cas de contradiction entre les pièces ci-dessus citées, c'est la pièce listée en première qui prévaudra sur les suivantes.

En cas de non-concordance entre plusieurs documents techniques, la décision revient de droit à la MAITRISE D'OUVRAGE et à la MAITRISE D'ŒUVRE.

(*) Comptes rendus de réunion de chantier : La MAITRISE D'OUVRAGE et la MAITRISE D'ŒUVRE se réservent la possibilité d'organiser des réunions de chantier, avec convocation par mail et transmission des comptes rendus (CR) par mail. Le CR peut faire l'objet de remarques et/ou contestations sous 3 jours calendaires après envoi, et passer ce délai le CR est opposable à tous les acteurs qui en auront été destinataires.

Précisions concernant les pièces du Marché

L'Acte d'engagement et ses avenants

Le marché rappellera l'identité des parties contractantes, le prix convenu ainsi que les conditions éventuelles de variations de prix, les délais prévisionnels, les conditions de paiement et toutes clauses ou prescriptions particulières.

Les avenants éventuellement établis en cours de travaux seront la confirmation de modifications du projet du fait de la MAITRISE D'ŒUVRE et/ou de la MAITRISE D'OUVRAGE ; ils préciseront la nature technique et les conditions de prix et délais.

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières

Il complète ou modifie le Cahier des Clauses Administratives Générales s'appliquant aux marchés publics de travaux, et pourra le cas échéant, être lui-même modifié par des dispositions particulières, précisées à l'Acte d'Engagement ou par un avenant. Il précisera également des articles et conditions particulières qui dérogent audit CCAG.

Les documents techniques graphiques

En cas de contradiction entre plusieurs plans, ceux dressés à plus grande échelle primeront sur les autres.

→ **Cf. CCTP**

Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

Elles se composent de tranches fermes et incluent les études d'exécution du TITULAIRE relatives aux travaux inclus dans ladite tranche ferme. Elles se composent en outre de tranches optionnelles, qui seront affirmées, le cas échéant, à la suite de la contractualisation.

L'exécution des tranches optionnelles sera notifiée, le cas échéant, par ordre de service.

La non-exécution des tranches optionnelles n'ouvrira droit à aucune indemnité d'attente ou de dédit.

L'ensemble des sommes renseignées dans les DPGF sont réputées globales et forfaitaires mais révisables selon la formule mentionnée à l'article 6.

Le calendrier détaillé d'exécution

Ce document sera fourni par le TITULAIRE à l'issue de ses études d'exécution afin de permettre un parfait échelonnement des tâches et ceci en respectant les dates de réception et différents délais précisés dans les pièces du présent marché notamment les CCTP. Ce calendrier détaillé d'exécution devra être validé par la MAITRISE D'ŒUVRE et la MAITRISE D'OUVRAGE ou son représentant ainsi que le coordinateur SSI et l'OPC des travaux du hall afin de vérifier qu'aucune tâche du présent marché ou du marché de travaux du hall n'a d'impact sur l'autre.

NOTA : le calendrier détaillé d'exécution devra prendre en compte une parfaite intégration des travaux, objets du présent marché, au planning de travaux de reconfiguration du hall.

NOTA : Tous travaux et ouvrages ne satisfaisant pas à une des deux conditions suivantes seront refusés

sans appel :

- Tous ouvrages, équipements, produits manufacturés, etc... seront conformes aux Normes françaises.
- Le TITULAIRE respectera impérativement tous textes législatifs ou réglementaires qu'ils soient d'ordre technique ou administratif, en vigueur au jour de la réalisation des travaux.

Les plans et pièces graphiques d'exécution

Lorsqu'ils sont établis par le TITULAIRE (ou son Bureau d'Études), seront soumis à la MAITRISE D'ŒUVRE pour visa et au Bureau de Contrôle pour approbation, délivrée le cas échéant, dans un délai de quatorze (14) jours calendaires à la date de réception dédites études.

Lorsque la MAITRISE D'ŒUVRE ou la MAITRISE D'OUVRAGE prescrivent des travaux modificatifs durant la période des études d'exécution, le TITULAIRE disposera d'un délai maximum de quatorze (14) jours à compter de la réception de l'ordre de service demandant un devis relatif à ces travaux, pour remettre ledit devis à la MAITRISE D'ŒUVRE et à la MAITRISE D'OUVRAGE, ceci sans préjudice des autres dispositions du CCAG relatives aux droits et obligations des entreprises en cas de modification du volume ou de la nature des travaux.

Lorsque la MAITRISE D'ŒUVRE et/ou MAITRISE D'OUVRAGE prescrivent des travaux modificatifs durant la période d'exécution des travaux, le délai de remise du devis relatif aux travaux modificatifs est ramené à cinq (5) jours calendaires maximum.

Si ces modifications entraînent une modification du calendrier détaillé d'exécution validé par la MAITRISE D'OUVRAGE et la MAITRISE D'ŒUVRE, ces derniers devront en être avertis avant la validation de l'offre émanant desdites modifications.

Compte rendu de réunions de chantier

Les comptes-rendus de réunions de chantier, rédigés par la MAITRISE D'ŒUVRE, ont valeur contractuelle et sont opposables au TITULAIRE sauf s'il les contestent par courriel adressé au représentant de la MAITRISE D'OUVRAGE ou à la MAITRISE D'ŒUVRE dans les trois (3) jours ouvrés de la date à laquelle ils ont été envoyés.

4. Hygiène, sécurité, protection de la santé et conditions de travail

NOTA : un constat d'état des lieux sera dressé avec un huissier avant tout démarrage d'installation de chantier sur les zones travaux à l'intérieur du bâtiment mais également en extérieur et aux abords du bâtiment au niveau de la voirie.

Echafaudage, grutage, matériel de manutention et de levage

Le TITULAIRE a la charge de ses propres moyens de manutentions, levage et grutage hormis l'échafaudage intérieur qui est la charge du lot 1B GO du marché de travaux de reconfiguration du hall et qui sera mis à disposition de l'ensemble des autres corps d'état y compris le TITULAIRE.

Cf. PIC des travaux de reconfiguration du hall

Installations électriques temporaires de chantier

Si les travaux nécessitent des installations électriques temporaires de chantier, prestations sont à la charge du TITULAIRE. Les installations électriques temporaires de chantier devront faire l'objet d'une vérification par un bureau de contrôle qui établira un rapport qui sera transmis à la MAITRISE D'ŒUVRE et à la MAITRISE D'OUVRAGE, conformément à la réglementation en vigueur. Cette vérification est à la charge du TITULAIRE.

Coordination en matière SPS – Plan de prévention

Les travaux, objets du présent marché, sont soumis à la coordination en matière SPS et à déclaration

préalable en raison du fait que lesdits travaux doivent s'intégrer à l'exécution des travaux de reconfiguration du hall et font l'objet, à ce titre d'une coactivité. Le PGC en matière de sécurité et de protection de la santé est rédigé par la société SOCOTEC et annexé au présent CCAP.

Le TITULAIRE devra transmettre à la MAITRISE D'OUVRAGE et au coordonnateur SPS son PPSPS et ceux de ses éventuels sous-traitants dans leur première version au plus tard sept (7) jours calendaires avant le démarrage de ses prestations sur site et à la suite de l'inspection commune qui sera organisée par le coordonnateur SPS.

En cas de sous-traitance, le PGC SPS est remis à chacun des sous-traitants par le TITULAIRE.

Si certains travaux ne font pas l'objet d'une coactivité (début ou fin de chantier), ils seront soumis à plan de prévention.

Travaux en site occupé et exploité

Les travaux, objets du présent marché, seront effectués en site occupé jusqu'au 7 janvier 2026 par les salariés du Théâtre. Le chantier pouvant être clos et indépendant, ils ne sont pas soumis au décret 92/158 du 20 février 1992.

A partir du 7 janvier 2026, la billetterie sera réouverte dans le hall et les travaux objets du présent marché seront effectués en site occupé et exploité. Le 21 janvier 2026, la grande salle rouvrira ses portes au public, entraînant l'application de règles relatives à la coactivité entre un chantier de travaux et l'accueil du public en ERP de type L.

5. Le TITULAIRE

Représentation du TITULAIRE

Dès la notification, le TITULAIRE désigne une personne physique et un suppléant qui le représente vis-à-vis de la MAITRISE D'ŒUVRE et de la MAITRISE D'OUVRAGE pour toutes les questions relatives à l'exécution du marché.

La personne physique et son suppléant (chef de projet, chef de chantier) chargée de la conduite des travaux doit avoir les pouvoirs suffisants pour prendre, sans retard, les décisions nécessaires.

La MAITRISE D'ŒUVRE et/ou la MAITRISE D'OUVRAGE se réserve le droit de récuser, par une décision motivée, une de ces personnes.

En cas de départ d'une de ces personnes du fait du TITULAIRE, en cours d'exécution du marché, la MAITRISE D'OUVRAGE se réserve le droit :

- D'appliquer une pénalité forfaitaire conformément à l'article 12.6 relatif aux « pénalités pour non-respect d'un engagement contractuel » du présent CCAP,
- De donner son accord ou de refuser le remplaçant désigné par ce titulaire dans un délai maximal d'un mois calendaire après réception de la communication du nom et des titres de cette personne par ce titulaire au Maître d'Ouvrage.

Si la MAITRISE D'ŒUVRE ou la MAITRISE D'OUVRAGE refusent le remplaçant désigné par le titulaire concerné dans le délai d'un mois précité, ce TITULAIRE dispose de quinze jours calendaires pour désigner un autre remplaçant et en informer la MAITRISE D'ŒUVRE et la MAITRISE D'OUVRAGE.

En cas de redressement ou liquidation judiciaire :

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la MAITRISE D'OUVRAGE.

Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du

marché public.

En cas de redressement judiciaire, la MAITRISE D'OUVRAGE adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, la MAITRISE D'OUVRAGE adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.641-10 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

Mandataire d'un groupement

Le groupement d'entreprises est constitué sous la forme conjointe ou solidaire.

Lors de sa constitution, le groupement d'entreprises désigne obligatoirement un mandataire chargé de la coordination des relations entre ses membres et la MAITRISE D'OUVRAGE. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire des autres membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours calendaires à compter de la notification de la mise en demeure par la MAITRISE D'OUVRAGE d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

Le mandataire du groupement, dans le cadre de la nature et de l'assiette des prestations qui lui sont dévolues :

- Représente l'ensemble des cotraitants jusqu'à la date d'expiration des délais de garantie ;
- Reçoit de la MAITRISE D'ŒUVRE et/ou de la MAITRISE D'OUVRAGE toute notification, instruction, notes, plans, ordres de service, etc. et assure immédiatement leur transmission avec les directives appropriées aux cotraitants ou intéressés ;
- Assure sous sa responsabilité la coordination générale des cotraitants avec pour objectif la mise en cohérence de l'ensemble des prestations effectuées par le groupement ;
- Prépare les dossiers, remet officiellement à la MAITRISE D'ŒUVRE et à la MAITRISE D'OUVRAGE les documents du groupement liés aux différentes phases d'étude et de réalisation en vue de leur approbation ;
- Centralise et présente à la MAITRISE D'ŒUVRE et à la MAITRISE D'OUVRAGE les états navettes, mémoires des différents membres et modalités de traitement des différents ;
- Transmet à la MAITRISE D'ŒUVRE et à la MAITRISE D'OUVRAGE après analyse et avis pour information, toutes autres communications (mémoires, réserves, réclamations, etc.) émanant d'un membre ;
- Transmet à la MAITRISE D'ŒUVRE, à la MAITRISE D'OUVRAGE et au bureau de contrôle technique les documents d'étude et des plans d'exécution des ouvrages des membres pour approbation ou visa ;

- Transmet à la MAITRISE D'ŒUVRE et à la MAITRISE D'OUVRAGE les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants émanant des membres ;
- Communique les contrats de sous-traitance des membres à la demande de la MAITRISE D'OUVRAGE ;
- Transmet en temps voulu toutes informations nécessaires à la réception des travaux des membres et à la levée des réserves éventuelles ;
- Représente chacun des cotraitants en cas de contestation notamment avec la MAITRISE D'ŒUVRE et de la MAITRISE D'OUVRAGE ;
- Gère et arbitre la répartition des pénalités au sein du groupement, et transmet à la MAITRISE D'OUVRAGE la répartition des pénalités entre les cotraitants ; dans l'attente, les pénalités étant retenues en totalité au mandataire.

Cotraitants

Chaque membre du groupement devra :

- désigner un représentant qualifié, muni des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes décisions utiles, assister aux réunions d'études, de coordination ou de chantier ;
- fournir au mandataire pour transmission à la MAITRISE D'OUVRAGE tout document prévu au Marché du groupement ;
- faire connaître l'état d'avancement des tâches des travaux dont ils sont attributaires (études, fabrications, mise en œuvre, etc.) pour les nécessités de la planification et de son suivi ;
- respecter en cas de sous-traitance, la loi du 31.12.1975 et en particulier, remettre en temps utile au mandataire, les demandes d'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement, etc. pour transmission à la MAITRISE D'OUVRAGE.

Sous-traitants

La sous-traitance, dans le même domaine d'activité que le TITULAIRE, est autorisée auprès d'entreprises dont les qualifications dans le cadre de la nature des prestations sous-traitées sont au moins équivalentes à celles du TITULAIRE après accord de la MAITRISE D'OUVRAGE avant tout début de prestation.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le TITULAIRE demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

En cas de sous-traitance, le TITULAIRE demeure pleinement responsable du respect et de l'exécution de toutes les obligations du marché envers la MAITRISE D'OUVRAGE.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment les articles L. 2193-1 à L. 2193-3 et R. 2193-1 à R. 2193- 22 du CCP.

Le TITULAIRE indique dans son offre la part du marché qu'il a l'intention de sous-traiter (Article R. 2151-13 du CCP).

Le sous-traitant s'engage à déposer, lors de la demande de son agrément et tous les 6 mois jusqu'au terme du marché, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant direct et agréer leur condition de paiement à la MAITRISE D'OUVRAGE.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG-Travaux, la MAITRISE D'OUVRAGE notifie au seul TITULAIRE une copie de l'exemplaire de l'acte spécial. Dès réception de cette notification, le TITULAIRE s'engage à faire connaître à la MAITRISE D'OUVRAGE le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant pour l'exécution des prestations sous-traitées.

Le bénéfice du paiement direct du sous-traitant, dès lors que ce dernier remplit les conditions, est obligatoire ; le sous-traitant ne peut y renoncer. Ce principe d'ordre public ne s'oppose pas à ce que le sous-traitant soit payé directement par le TITULAIRE et non par la MAITRISE D'OUVRAGE. Dans ce cas, lorsque l'acte spécial prévoit le paiement direct du sous-traitant par le TITULAIRE, le paiement effectué par le TITULAIRE au titre de la rémunération du sous-traitant libère la MAITRISE D'OUVRAGE de sa dette à due concurrence de la créance du sous-traitant. Le TITULAIRE qui aura payé directement le sous-traitant devra impérativement fournir à la MAITRISE D'OUVRAGE les justificatifs nécessaires permettant d'attester du paiement total de la prestation au prix du marché.

Le silence gardé par le TITULAIRE au-delà du délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'accusé de réception contenant la demande de paiement du sous-traitant vaut acceptation tacite de cette demande par le TITULAIRE.

En cas d'acceptation de sous-traitance, le sous-traitant devra présenter son PPSPS dans les mêmes conditions que l'entreprise principale.

En cas de sous-traitance non déclarée, la MAITRISE D'OUVRAGE se réserve le droit de procéder à la nullité du présent contrat.

Les demandes d'agrément de sous-traitance pourront être effectuées par courriel aux adresses suivantes :

- a.sterlingots@colline.fr
- f.grimaud@colline.fr
- f.onyeagba@colline.fr
- e.davesne@colline.fr

Ces demandes devront être accompagnées des documents suivants :

- Attestation URSSAF de moins de trois mois
- Attestation fiscale pour l'exercice fiscal en cours
- Attestation d'assurance RC et décennale
- Un DC2

Aucune prestation ne pourra démarrer avec un sous-traitant non-agréé avant notification du DC4 et mise à jour du PPSPS.

Les documents permettant à la MAITRISE D'OUVRAGE d'évaluer la validation de la sous-traitance devront être transmis au plus tard sept jours calendaire avant le démarrage des prestations concernées.

Échanges avec le titulaire – Ordres de services

Pendant toute la durée des travaux, les ordres de service sont écrits, dressés et signés par la MAITRISE D'OUVRAGE et contre-signés par la MAITRISE D'ŒUVRE. Le TITULAIRE se conforme strictement aux ordres de services qui lui sont notifiés dans les délais indiqués par l'ordre de service précité (qu'ils aient ou non fait l'objet de réserves de la part de ces derniers), et ce, par dérogation aux dispositions de l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux.

Par ailleurs, par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux, lorsque le TITULAIRE estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier à la MAITRISE D'OUVRAGE et à la MAITRISE D'ŒUVRE, dans un délai de dix jours calendaires, à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Obligations du TITULAIRE

Au-delà des dispositions prévues par le CCAG susmentionné, le TITULAIRE s'engage, dans l'exécution de sa mission, à respecter tous les textes législatifs, réglementaires et conventionnels en vigueur.

Aucune clause limitative de responsabilité ou réserve figurant dans l'offre du TITULAIRE ou présentées par le TITULAIRE durant l'exécution du marché n'est admise, elle serait déclarée nulle et non avenue.

Concernant les pièces générales : Ces pièces ne sont pas jointes au dossier, les soumissionnaires étant censés les connaître.

Il est précisé que l'offre technique constitue des engagements unilatéraux de la part du TITULAIRE vis-à-vis de la MAITRISE D'OUVRAGE et de la MAITRISE D'ŒUVRE qui pourront par conséquent à tout moment, exiger d'eux le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du TITULAIRE, ils ne leur confèrent pas de droits, de sorte que ces derniers ne pourront s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens et méthodes effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations diffèreraient de ceux qu'ils avaient décrits dans leurs documents pour réaliser l'ouvrage dans les conditions de prix et de délais convenues.

6. Prix

Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux le cas échéant, indiquent la répartition en pourcentage des paiements respectifs :

- Au TITULAIRE,
- Aux sous-traitants,
- Aux cotraitants (en cas de groupement conjoint).

Contenu des prix

Les prix sont établis en euros hors TVA. Pour chaque lot, le marché est traité à prix global et forfaitaire.

En application des dispositions de l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux, les prix portés à l'Acte d'Engagement ainsi que dans la DPGF sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieux où s'exécutent ces travaux, et notamment :

- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs ;
- Des frais de transport des matériaux et du matériel au lieu d'emploi, de leur manutention et de leur stockage
- Des frais d'établissement des documents nécessaires à la réalisation des travaux tels que plans d'exécution, études de détails, notes de calcul, de schémas d'installation, essais, prototypes et zones témoin nécessaires à l'exécution des travaux ainsi que la fourniture de plans, tirages, documents à soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage, bureau de contrôle, ainsi que les frais d'étude pour adaptations et modifications éventuelles pendant la phase d'exécution des travaux ;
- De frais d'établissement des documents fournis après exécution des travaux ;
- De la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- Des sujétions techniques d'exécution mentionnées au cahier des clauses techniques

- particulières ;
- Des frais d'assurance
- Les frais de matériels, échelles, cordages, ustensiles et outils de toutes natures nécessaires à la préparation, à la confection, à la mise en place des ouvrages, y compris les frais résultants des manutentions et changements que le chantier peut nécessiter.
- Les frais résultants des mesures intéressant la sécurité du Chantier, notamment l'assurance aux tiers et ceux résultant des prescriptions du PGCSPS ou des plans de prévention.
- Les frais de nettoyage en cours et en fin de chantier (hormis ceux des bases vie qui sont à la charge de la MAITRISE D'OUVRAGE)
- Tous frais nécessaires à la bonne réalisation de ses travaux et leur parfait achèvement

En addition des dispositions ci-dessus, le TITULAIRE est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Les montants du marché ont dès lors été établis :

- en ayant apprécié toutes difficultés inhérentes au site, aux moyens de communication,
- en ayant contrôlé les indications des documents du dossier de consultation et fait constater les erreurs ou omissions le cas échéant,
- en s'étant procuré, le cas échéant, tous renseignements complémentaires qui lui seraient apparus nécessaires auprès de la MAITRISE D'ŒUVRE ou de la MAITRISE D'OUVRAGE et auprès de tous services et autorités compétents

Prestations fournies par la MAITRISE D'OUVRAGE

La MAITRISE D'OUVRAGE fournira gratuitement les fluides nécessaires à la réalisation de l'opération. Cependant les études, les travaux et les coûts de branchement, de raccordement et de vérification sur les réseaux du site éventuellement nécessaires restent à la charge du TITULAIRE.

Un emplacement de stockage de matériel, des vestiaires et une « base vie » pour le personnel seront mis à disposition.

Travaux modificatifs

Les travaux modificatifs ne peuvent être exécutés et réglés que dans la mesure où ils auront fait l'objet d'un ordre de service délivré par la MAITRISE D'OUVRAGE et/ou la MAITRISE D'ŒUVRE. Les offres envoyées par le TITULAIRE au titre des travaux modificatifs devront mentionner le délai d'exécution desdits travaux et leur prix.

Le TITULAIRE ne pourra prétendre à aucune augmentation du prix global forfaitaire pour tous Travaux modificatifs qui n'auraient pas fait l'objet d'un tel ordre de service.

En cas d'aléas durant d'exécution entraînant potentiellement des travaux modificatifs, le TITULAIRE dispose de cinq (5) jours calendaires suivant le fait générateur pour faire une offre à la MAITRISE D'ŒUVRE et à la MAITRISE D'OUVRAGE qui sera acceptée le cas échéant. Les offres relatives aux travaux modificatifs devront toujours être accompagnées d'un calendrier présentant leur impact sur le planning initial.

Durant la période d'études ou de préparation de chantier, le TITULAIRE dispose de dix (10) jours calendaires pour présenter son offre de travaux modificatifs accompagnées d'un calendrier présentant l'impact de tels travaux sur le planning initial.

Le non-respect de ces délais entraînera l'application de pénalités forfaitaires.

Variation des prix

Actualisation des prix

- **Modalités d'actualisation des prix des travaux**

Les prix du marché sont fermes et actualisables.

L'actualisation des prix se déclenche si plus de 3 mois séparent la date d'établissement des prix de la date de début des prestations prescrite par l'acheteur. Le prix ainsi actualisé reste ferme pour toute la durée du marché.

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG, en cas de remises d'offres multiples, la date d'établissement des prix s'appuie sur l'offre initiale remise par le titulaire.

Pour le calcul du coefficient, un décalage de lecture de 3 mois est appliqué pour la détermination du Mois M.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de variation est calculé par application aux prix du marché d'un coefficient donné par la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,20 + 0,80 (BT_n/BT_0)]$$

Avec :

P : le prix actualisé ;

P₀ : le prix initial ;

BT₀ : l'index BT du mois de la remise des offres ;

BT_n : l'index BT du mois d'exécution des travaux ou des prestations.

L'indice utilisé est BT47 - 00170979 - Index du bâtiment, électricité

- **Modalités de révision des prix pour les prestations de maintenance (tranche optionnelle)**

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ce mois est appelé " mois zéro " (M₀).

Les prix indiqués sont révisés annuellement à la date anniversaire de prise d'effet des prestations de maintenance (OS de démarrage).

Ils peuvent donner lieu à une hausse ou à une baisse des prix par référence aux variations de l'indice présent dans la formule suivante :

$$P = P_0 \times (ICHTrev-TS-IME_1 / ICHTrev-TS-IME_0)$$

Avec :

P = prix révisé,

P₀ = prix initial, tel qu'il figure à l'annexe financière au contrat, et établi aux conditions économiques du mois zéro (M₀).

ICHTrev-TS-IME : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges – Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008. Identifiant 001565183. Indice publié sur le site www.insee.fr/fr/statistiques

ICHTrev-TS-IME₀ : valeur de l'indice ICHTrev-TS-IME du mois M₀

ICHTrev-TS-IME₁ = dernière valeur publiée ferme sur le site de l'INSEE de l'indice ICHTrev-TS-IME, à la date de révision

Garanties financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée dans les conditions détaillées au présent document.

Celle-ci peut être remplacée par la fourniture d'une garantie à première demande d'un montant correspondant. Les cautions bancaires ne seront pas acceptées.

7. Règlement des comptes

Règlement des travaux

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) contient les prix des prestations à réaliser pour :

- D'une part, permettre le contrôle de cohérence de la facturation ;
- D'autre part, permettre, en cas de prestations complémentaires à exécuter, le chiffrage de ces prestations.

Approvisionnement

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG Travaux, il ne sera pas payé d'acomptes sur approvisionnement.

Avance

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du contrat est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le TIT ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas actualisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

Décomptes et acomptes provisoires

Avant la fin de chaque mois, le TITULAIRE remet à la MAITRISE D'ŒUVRE et à la MAITRISE D'OUVRAGE un projet de situation mensuelle faisant ressortir les quantités des prestations réalisées depuis le début du marché, arrêtées à la fin du mois précédent.

La situation, établie par le TITULAIRE, est vérifiée, puis acceptée ou rectifiée en fonction du pourcentage d'avancement des travaux par la MAITRISE D'ŒUVRE et la MAITRISE D'OUVRAGE aux fins de règlement que se reverse également le droit de l'accepter ou de la vérifier.

Le délai de vérification par la MAITRISE D'ŒUVRE du projet de décompte mensuel du TITULAIRE et d'établissement de l'état d'acompte est fixé sept jours calendaires à compter de la date de l'accusé de réception du projet de décompte mensuel ou du récépissé de remise.

Les projets de décompte seront présentés en état cumulatif depuis le début des travaux et seront transmis par le TITULAIRE à la MAITRISE D'OUVRAGE par envoi recommandé avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Leur règlement s'effectuera à partir de l'état décrit ci-dessus diminué des mandaterments déjà effectués.

Viendront en déduction :

- La retenue de garantie sauf si une garantie à première demande est fournie,
- Éventuellement les pénalités immédiatement applicables et divers abattements résultant du chantier.

Décompte final

A la fin des travaux, le TITULAIRE établit le projet de décompte final concurremment avec le projet de situation mensuelle afférente au dernier mois de leur exécution, ou à la place de ce projet, indiquant les quantités totales de prestations réellement exécutées.

Le TITULAIRE adresse son projet de décompte final simultanément à la MAITRISE D'ŒUVRE et à la MAITRISE D'OUVRAGE, dans un délai de trente jours calendaires à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux. Toutefois, par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le TITULAIRE ne pourra remettre son projet de décompte final que sous réserve d'avoir remis le DOE dont la remise est prévue le jour de la réception de l'ouvrage et d'avoir levé toutes les réserves indiquées dans le PV de réception notifié par la MAITRISE D'OUVRAGE.

Le projet de situation finale, établi par le TITULAIRE, est accepté ou rectifié par la MAITRISE D'ŒUVRE et la MAITRISE D'OUVRAGE et devient alors le décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par la MAITRISE D'OUVRAGE.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final et après mise en demeure restée sans effet, la MAITRISE D'OUVRAGE établit d'office le décompte final aux frais du TITULAIRE. Ce décompte final est alors notifié au TITULAIRE avec le décompte général.

Décompte général

Le TITULAIRE établit le projet de décompte général, qui comprend :

- Le décompte final ;
- L'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 12.2.1 du CCAG Travaux pour les acomptes mensuels ;
- La récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le TITULAIRE transmet le projet de décompte général à la MAITRISE D'ŒUVRE et à la MAITRISE D'OUVRAGE dans un délai de quinze jours calendaires.

Le projet de décompte général est signé par la MAITRISE D'OUVRAGE et devient alors le décompte général.

La MAITRISE D'OUVRAGE notifie au TITULAIRE le décompte général trente jours calendaires à compter de la réception par la MAITRISE D'OUVRAGE de la demande de paiement finale transmise par le TITULAIRE ;

Si, lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des index de référence ne sont pas connues, la MAITRISE D'OUVRAGE notifie au TITULAIRE la révision de prix afférente au solde dans les dix jours qui suivent leur publication. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues après révision définitive des prix.

Décompte général et définitif

Dans un délai de trente jours calendaires à partir de la date à laquelle ce décompte général lui a été notifié, le TITULAIRE envoie à la MAITRISE D'ŒUVRE et à la MAITRISE D'OUVRAGE ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserve, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le TITULAIRE, il devient le décompte général et définitif de son bon de commande. La date de sa notification à la MAITRISE D'OUVRAGE constitue le départ du délai de paiement.

Le délai de paiement du solde, hors révisions de prix définitives, court à compter du lendemain de l'expiration de ce délai.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, la MAITRISE D'OUVRAGE règle, dans un délai de trente jours calendaires à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le TITULAIRE ou de la date de réception des motifs pour lesquels les TITULAIRES refusent de signer, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le TITULAIRE.

Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 55 du CCAG Travaux.

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le décompte général du marché, le TITULAIRE concerné dispose d'un délai de soixante jours calendaires, à compter de la notification de la décision prise par la MAITRISE D'OUVRAGE en application de l'article 55.1.2, ou de la décision implicite de rejet conformément à l'article 55.1.3, pour porter ses réclamations devant le tribunal compétent.

Si les réserves sont partielles, le TITULAIRE est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels les réserves ne portent pas.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, si la MAITRISE D'OUVRAGE ne notifie pas au TITULAIRE le décompte général signé dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au TITULAIRE du décompte général signé par la MAITRISE D'OUVRAGE, dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le TITULAIRE à saisir le tribunal compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au TITULAIRE postérieurement à la saisine du tribunal, le TITULAIRE n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 55.1.1 du CCAG travaux.

Le délai et les conditions d'établissement du décompte général par le TITULAIRE sont identiques à ceux précisés ci-dessus.

Le projet de décompte général est composé :

- Du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 12.3.1 du CCAG Travaux ;
- Du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 12.2.1 du CCAG Travaux pour les acomptes mensuels ;
- Du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde hors révision de prix définitive.

Dans le cas où le TITULAIRE n'a pas renvoyé le décompte général signé à la MAITRISE D'OUVRAGE dans le délai de trente jours calendaires fixé à l'article 12.4.3 du CCAG Travaux, ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 55.1.1 du CCAG Travaux, le décompte général notifié par la MAITRISE D'OUVRAGE est réputé être accepté par lui ; il devient alors le décompte général et définitif du marché.

Si le TITULAIRE est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

8. Paiement

Les délais dont dispose la MAITRISE D'OUVRAGE pour effectuer les paiements des acomptes et du solde sont de trente (30) jours calendaires comptés à partir de la date de réception de la demande de paiement mensuel.

Le délai de paiement effectif sera compté jusqu'à la date du débit de la somme due sur le compte de la MAITRISE D'OUVRAGE.

Par dérogation à l'article 12.5.1 du CCAG Travaux, le mandataire joint la copie des factures du ou des sous- traitants directs acceptées ou rectifiées par ses soins.

Les factures seront établies en un original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la référence du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- la nature de l'ouvrage ou de la prestation exécutée ;
- la date d'exécution de l'ouvrage ou de la prestation ;
- le montant hors TVA de l'ouvrage ou de la prestation exécutée ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total TTC de l'ouvrage ou des prestations exécutés.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- la date de facturation

Une fois les situations validées par la maîtrise d'œuvre, les factures devront obligatoirement être déposées sur la plateforme CHORUS PRO.

Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du TITULAIRE ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai.

La formule de calcul de ces intérêts moratoire est la suivante :

Montant TTC dû x (nombre de jours de retard / 365) x taux des intérêts moratoires applicable

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la Commande Publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le défaut de paiement dans les délais donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros, prévue à l'article D2192-35 du Code de la Commande Publique.

Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Les intérêts moratoires appliqués aux avances, acomptes et au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde diminué de la retenue de garantie.

L'attention du TITULAIRE est appelée sur les retards de paiement générés par son fait :

- notamment par carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour du marché public et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :
 - o modification de la raison sociale ;
 - o modification et/ou absence de domiciliation bancaire ou postale ;
 - o retard dans le retour des documents transmis pour signature ;
 - o révision, modification des prix...
 - o et plus généralement pour tout motif de retard imputable aux prestataires (retard dans la production des documents, facturation au titre d'un marché public non encore notifié, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents, retard dans la production des indices de références ...)

Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché public suspendront de plein droit le délai de paiement.

Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.4 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à une décision prise par la MAITRISE D'OUVRAGE et notifiée par ordre de service, dix jours calendaires au moins avant la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel. Les autres dispositions de l'article 14.4 du CCAG s'appliquent.

9. Durée du marché et délais d'exécution

Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour toute la durée des travaux et jusqu'à la fin de toute obligation en découlant (période de garantie incluse).

Il est rappelé que le délai d'exécution intègre la préparation des travaux d'un mois, le délai des études d'exécution comprises dans le délai d'un mois de préparation de chantier, l'exécution des travaux, ainsi que la période inhérente aux opérations préalables à la réception.

Les délais comprennent en outre :

- La durée légale du temps de travail hebdomadaire ;
- Les congés payés ;
- Le délai de repliement du chantier ;
- Le délai de nettoyage général final.

Calendrier prévisionnel d'exécution

Le TITULAIRE aura remis dans son offre un calendrier prévisionnel des travaux conforme aux délais évoqués dans les pièces du marché.

Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution des travaux est élaboré en concertation avec le TITULAIRE dans le cadre des calendriers généraux et prévisionnels d'exécution cité ci-dessus. Il est élaboré pendant la période d'études d'exécution.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont l'aménagement fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacune des phases :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions

successives du TITULAIRE sur le chantier.

Après acceptation par le TITULAIRE, le calendrier détaillé d'exécution est soumis à l'approbation de la MAITRISE D'OUVRAGE et notifié au TITULAIRE.

Le délai d'exécution commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au TITULAIRE de commencer l'exécution des travaux.

Au cours du chantier et après concertation avec le TITULAIRE, la MAITRISE D'ŒUVRE peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dont lesdites modifications auront préalablement été validées par la MAITRISE D'ŒUVRE et la MAITRISE D'OUVRAGE. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai d'exécution et les dates clés contractuelles, notamment les dates de réception ;

Le calendrier initial, éventuellement modifié, doit être approuvé et signé par le TITULAIRE. Il est notifié par ordre de service à ce dernier par la MAITRISE D'OUVRAGE.

Prolongation des délais d'exécution

Il est fait application des dispositions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG-Travaux, la prolongation du délai d'exécution des travaux ne peut résulter que d'une modification du marché. Une prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux ou le report du début des travaux peut être justifié par :

- Un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- Une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus ;
- Une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier ;
- Un ajournement de travaux décidé par la MAITRISE D'OUVRAGE ;

L'importance de la prolongation ou du report est décidée par la MAITRISE D'OUVRAGE qui la notifie au TITULAIRE à la suite de la mise à jour du calendrier d'exécution.

Prise en compte des intempéries

Les travaux, objets du présent marché se déroulant en intérieur uniquement, aucune journée d'intempérie ne sera acceptée.

10. Etudes d'exécution, VISA, préparation de chantier

Etudes d'exécution

La fourniture des documents relatifs aux études d'exécution est effectuée dans les conditions de l'article 29.1.4 du C.C.A.G.- Travaux et suivant les différents CCTP.

Les études d'exécution du TITULAIRE devront être réalisées durant la période de préparation de chantier et démarreront le lendemain de l'envoi de l'OS de démarrage des études d'exécution.

Les documents relatifs aux études d'exécution du TITULAIRE devront être transmis à la MAITRISE D'OUVRAGE, à la MAITRISE D'ŒUVRE, au CSSI et au Bureau de contrôle technique dans un délai trente (30) jours calendaires après l'envoi de l'OS de démarrage des études d'exécution qui sera établi à la suite de la contractualisation du présent marché.

L'ensemble des documents qui composent les études d'exécution du TITULAIRE sont mentionnées dans le CCTP.

NOTA : En cas de retard dans la remise des documents d'exécution, la MAITRISE D'OUVRAGE se réserve le droit d'annuler ou de reporter l'exécution des travaux aux seuls frais du TITULAIRE sans que ce dernier puisse prétendre à un quelconque dédommagement. En cas de remarques bloquantes

émanant d'une ou plusieurs parties prenantes, le TITULAIRE disposera d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour les lever. Ce délai dédié à la levée d'observations ou de remarques sur les études d'exécution du TITULAIRE ne reporteront pas les dates de réception initialement prévues au présent marché.

- Transmissions des études d'exécution du TITULAIRE
 - ➔ Trente (30) jours calendaires après l'envoi de l'OS de démarrage des études d'exécution

Synthèse et VISA des documents d'exécution

Au terme des études d'exécution, le TITULAIRE transmettra les documents et notamment les plans d'exécution dans les délais mentionnés précédemment à la MAITRISE D'ŒUVRE, à la MAITRISE D'OUVRAGE, au contrôleur technique et au coordinateur SSI.

L'ensemble de ces parties prenantes disposera d'un délai de quatorze (14) jours calendaires pour remettre un avis au TITULAIRE

La préparation de chantier

La préparation de chantier démarrera le lendemain de l'envoi de l'OS de démarrage de la préparation de chantier qui sera établi après la contractualisation du marché.

Pour rappel, les études d'exécution seront réalisées en concomitance de la préparation de chantier.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG travaux, la préparation de chantier est ramenée à un (1) mois et le TITULAIRE devra établir leur plan particulier sécurité et protection de la santé (PPSPS) qu'il communiquera au coordonnateur SPS, et à la MAITRISE D'OUVRAGE au plus tard sept (7) jours calendaires avant la date contractuelle de démarrage des travaux. En effet, le présent marché présente des prestations qui devront être réalisés en coactivité avec des prestataires du marché de réhabilitation du hall du Théâtre.

- Démarrage de la préparation de chantier :
 - ➔ Le lendemain de l'OS de démarrage de la préparation de chantier
- Rendu des PPSPS par le TITULAIRE :
 - ➔ Sept (7) jours calendaires avant le démarrage de leurs prestations

Des bureaux de la MAITRISE D'OUVRAGE sont mis à disposition de TITULAIRE afin d'y implanter leur base-vie au R+3 et R+4.

Lesdits bureaux seront libérés par la MAITRISE D'OUVRAGE aux dates suivants fin juillet 2025.

Le grand théâtre sera exploité jusqu'au 23 juin 2025 et le petit théâtre sera exploité jusqu'au 3 juillet 2025.

Le Théâtre de la Colline fermera ses portes au public à partir du 3 juillet 2025.

Le Théâtre de la Colline rouvrira ses portes au public le 5 janvier 2026 pour ce qui concerne la billetterie au rez-de-chaussée, le 21 janvier 2026 pour ce qui concerne la grande salle, et le 13 mars 2026 pour ce qui concerne la petite salle ;

***NOTA :** durant toute la durée des travaux objets du présent marché, des salariés seront présents notamment au 2^{ème} étage, ainsi qu'au R+3 et R+4 dans les bureaux situés au-dessus de la crèche. Des équipes, notamment l'équipe technique, travailleront durant l'ensemble de la durée des travaux dans le bâtiment.*

11. Réception – Garantie de parfait achèvement

Dates de réception

Les dates de réception sont fixées au présent CCAP.

Tout retard pris dans la réception des travaux entraînera l'application de pénalités de retard conformément

à l'article 12 et à l'ensemble de ses sous-articles du présent document.

Les dates de réceptions globales sont les suivantes :

- **Réception technique du SSI et de ses asservissements : 1^{er} décembre 2025**
- **Réception MOA du SSI et de ses asservissements : 15 décembre 2025**

La MAITRISE D'OUVRAGE se réserve le droit de refuser une réception notamment si des documents tels que le dossier d'identité du SSI, les plans de récolement, les fiches d'autocontrôle, etc... n'étaient pas présentés le jour de la réception MOA. En outre, toute réception sera refusée en cas d'avis défavorable émanant du bureau de contrôle technique, de la MAITRISE D'ŒUVRE ou du coordinateur SSI.

Réception des réserves

Les réserves devront être levées dans un délai de quinze (15) jours calendaires après la notification du PV de réception. Le dépassement de ce délai entraînera l'application de pénalités.

Garantie de parfait achèvement

La durée de la période de garantie de parfait achèvement, dont le début est la date de d'acceptation de la réception est d'un an.

Pendant cette période de garantie, le TITULAIRE, indépendamment des obligations qui peuvent résulter pour eux des articles 1792 à 1792-3 et 2270 du Code Civil, est tenu de remédier à tous les désordres nouveaux et de faire en sorte que l'ouvrage demeure conforme à l'état où il était lors de la réception, ou après correction des imperfections constatées à la réception.

A dater de la notification des désordres par la MAITRISE D'OUVRAGE, le TITULAIRE doit intervenir sous 2 heures en cas de désordres impactant l'activité de la MAITRISE D'OUVRAGE ou selon la date convenue par la MAITRISE D'OUVRAGE ou son représentant pour y remédier si les désordres entravent l'activité du Théâtre national de la Colline et qu'ils ne sont pas dus à une mauvaise utilisation de la MAITRISE D'OUVRAGE et de ses équipes.

12. Délais de réalisation

Délais globaux

Dans le cadre du présent marché, les délais globaux comprendront :

- La phase relative aux études d'exécution du TITULAIRE qui débutera à l'envoi de l'OS de démarrage des études d'exécution
- La préparation de chantier qui commencera à l'envoi de l'OS de démarrage de la préparation de chantier
- L'exécution des travaux qui commencera à l'envoi de l'OS de démarrage des travaux
- La levée des réserves
- La garantie de parfait achèvement
- La garantie biennale dont certains équipements font l'objet
- La garantie décennale dont certains ouvrages pourraient faire l'objet

Les délais d'exécution intégreront les OPR dans ce délai.

Le TITULAIRE, réputé avoir pris connaissance des dates mentionnées lors la notification du marché ne pourra arguer d'une quelconque difficulté dans leur organisation pour justifier un allongement du planning.

Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution tiendra compte d'une période minimum d'un mois de préparation et d'installation de chantier ; pendant les études d'exécution, la MAITRISE D'OUVRAGE, la MAITRISE D'ŒUVRE et le coordinateur SSI coordonneront la mise au point des plans d'exécution du TITULAIRE, afin d'affiner la limite des prestations, la complémentarité et la qualité des ouvrages à exécuter. Pour ce faire, le TITULAIRE s'engage à témoigner d'un parfait esprit de collaboration notamment en

communiquant toutes les pièces utiles le plus rapidement possible. Le délai fixé pour cette période de préparation sera de fait un délai contractuel.

Dans la limite des délais globaux et partiels d'exécution retenus, et dans le cadre du présent marché, un calendrier détaillé d'exécution sera alors établi par le TITULAIRE suivant les indications et consultations des entreprises et visé par la MAITRISE D'ŒUVRE, MAITRISE D'OUVRAGE et l'OPC du marché de travaux de réhabilitation du hall. Ce calendrier détaillé d'exécution devra parfaitement s'intégrer au calendrier détaillé d'exécution des travaux du hall.

Une fois validé, le calendrier détaillé d'exécution deviendra alors un élément contractuel et contradictoire. Les travaux ne démarreront pas sans un calendrier détaillé d'exécution validé.

Le TITULAIRE est tenu d'informer au plus tôt la MAITRISE D'ŒUVRE et la MAITRISE D'OUVRAGE de toute avance ou tout risque de retard dans l'exécution de ses travaux afin de permettre d'en étudier les conséquences et les remèdes.

Prolongation des délais

Une révision du calendrier détaillé d'exécution, le cas échéant, fera l'objet d'un ordre de service notifié par la MAITRISE D'ŒUVRE et la MAITRISE D'OUVRAGE au TITULAIRE, dans tous les cas d'augmentation de la masse des travaux ou de changement, de solution technique, produit ou procédé imposé par la MAITRISE D'ŒUVRE ou la MAITRISE D'OUVRAGE ou son représentant ainsi que dans tous les cas de force majeure ou de tout fait imputable à la MAITRISE D'ŒUVRE ou la MAITRISE D'OUVRAGE.

Les autres prolongations de délai pourront éventuellement être accordées par la MAITRISE D'OUVRAGE que si elles sont demandées par le TITULAIRE le cas échéant dans un délai maximum de dix (10) jours calendaires suivant l'événement générateur invoqué ; la demande devra être accompagnée de tout document justificatif permettant d'en apprécier le bien-fondé.

La décision de la MAITRISE D'OUVRAGE ou de son représentant fera l'objet d'un ordre de service spécial notifié au TITULAIRE.

Il ne sera pas envisageable de prolonger le délai d'exécution pour intempéries les travaux se déroulant en intérieur.

Les jours fériés devront être pris en compte, le TITULAIRE étant parfaitement informés lors de la remise des offres de la période d'exécution des travaux. C'est à ce titre que le TITULAIRE ne pourra prétendre à une prolongation de délais au titre des jours fériés, des ponts et des congés que comporte la période d'exécution.

13. Pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le TITULAIRE n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Pénalités pour retard

NOTA : La MAITRISE D'OUVRAGE refusera toute opération visant à rattraper un retard dans la réception des travaux si cette opération vient affecter la garantie biennale due sur les équipements et installations objets du présent marché.

NOTA : Les pénalités seront prélevées sur chaque situation mensuelle concernée.

NOTA : L'application des pénalités est la même, qu'il s'agisse du TITULAIRE ou d'un de ses sous-traitants.

La défaillance d'un sous-traitant d'un TITULAIRE ne constitue pas une cause légitime de suspension du délai d'exécution.

Pénalités de retard sur le délai de rendu des études d'exécution

Le TITULAIRE est réputé avoir pris connaissance et conscience du court délai de fermeture pour travaux

mis à leur disposition pour réaliser les prestations dont ils ont la charge.

C'est à ce titre que l'ensemble des tâches doivent avoir fait l'objet d'une parfaite préparation afin d'éviter tout aléas durant la fermeture au public et de façon générale, pendant l'exécution des travaux objets du présent marché.

Aucune prestation objet du présent marché ne démarrera avant que les rendus d'études d'exécution n'aient été visés et approuvés par la MAITRISE D'ŒUVRE, la MAITRISE D'OUVRAGE, le coordinateur SSI et le contrôleur technique. Tout retard dans la remise des éléments relatifs aux études d'exécution entraînera l'application de pénalités. Ces pénalités ne seront ni réduites ni supprimées en raison de l'incidence qu'un tel retard pourrait avoir sur la bonne exécution de ses prestations lors de la période de fermeture pour travaux.

- Pénalité forfaitaire appliquée par jour calendaire de retard dans la remise des éléments relatifs aux études d'exécution
 - ➔ 1 000 € HT par jour calendaire de retard plafonné à 10% du montant total d'un ou des lots concernés
 - ➔ Elle sera appliquée par la MAITRISE D'OUVRAGE dès constatation et sans mise en demeure préalable.

Pénalités appliquées pour un retard dans la levée des remarques bloquantes

Le TITULAIRE transmettra à la MAITRISE D'ŒUVRE, la MAITRISE D'OUVRAGE, au contrôleur technique, au coordinateur SSI et aux services administratifs compétents le cas échéant, des documents, des plans, des notes de calculs et autres éléments d'études qui seront visés. En outre, les parties prenantes susmentionnées émettront des remarques sur lesdits documents mais également sur les prestations objets du présent marché.

Le TITULAIRE, au titre de son obligation de résultat, a l'obligation de lever l'ensemble des remarques des parties prenantes susmentionnées notamment les remarques bloquantes pour l'exécution des travaux, de leur démarrage jusqu'à leur parfait achèvement.

Le TITULAIRE dispose de quinze (15) jours calendaires après la notification des remarques bloquantes auprès du TITULAIRE pour les lever.

- Pénalités forfaitaires appliquées par jour calendaire de retard dans la levée des observations bloquantes émises par la MOE, la MOA, le contrôleur technique, le coordinateur SSI ou les services administratifs compétents au TITULAIRE
 - ➔ 1 000 € HT par jour calendaire de retard plafonné à 10% du montant total d'un ou des lots concernés
 - ➔ Elle sera appliquée par la MAITRISE D'OUVRAGE dès constatation et sans mise en demeure préalable.

Pénalités appliquées pour un retard dans le rendu des PPSPS

Le PPSPS doit être rendu et mis à jour, par le TITULAIRE, sept (7) jours calendaires au plus tard avant le démarrage des prestations par le TITULAIRE. Aucun compagnon du TITULAIRE ou de ses éventuels sous-traitants ne pourront pénétrer la zone travaux sans avoir rendu son PPSPS ou l'avoir mis à jour en cas d'ajout de prestataires.

Tout retard pris dans la remise des PPSPS entraînera l'application de pénalités.

- Pénalité forfaitaire appliquée par jour calendaire de retard dans la remise et/ou la mise à jour des PPSPS
 - ➔ 500 € HT par jour calendaire de retard plafonné à 10% du montant total d'un ou des lots concernés
 - ➔ Elle sera appliquée par la MAITRISE D'OUVRAGE dès constatation et sans mise en demeure préalable.

Pénalités appliquées pour un retard dans le rendu des éléments permettant au coordinateur SSI d'établir le DOE et au CSPS d'établir le DIUO

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, le TITULAIRE devra présenter, le jour de la réception des ouvrages, le DOE s'y afférant.

Le TITULAIRE dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires pour transmettre à la MAITRISE D'ŒUVRE, au CSSI, et à la MAITRISE D'OUVRAGE les éléments permettant au CSPS d'établir le DIUO.

- Pénalité forfaitaire appliquée par jour calendaire de retard dans la remise des éléments permettant à la MOE d'établir le DOE et au CSPS d'établir le DIUO
 - ➔ 500 € HT par jour calendaire de retard plafonné à 10% du montant total d'un ou des lots concernés
 - ➔ Elle sera appliquée par la MAITRISE D'OUVRAGE dès constatation et sans mise en demeure préalable.

Pénalités appliquées en cas de retard dans la réception d'ouvrages n'entraînant pas de perte d'exploitation

Les dates de réception des ouvrages sont mentionnées dans les pièces contractuelles du présent marché. Tout retard constaté entraînera l'application de pénalités forfaitaires appliquées par jour calendaire de retard.

- Pénalité forfaitaire appliquée par jour calendaire de retard dans la réception d'ouvrage n'entraînant pas de perte d'exploitation
 - ➔ 1 000 € HT par jour calendaire de retard plafonné à 10% du montant total d'un ou des lots concernés
 - ➔ Elle sera appliquée par la MAITRISE D'OUVRAGE dès constatation et sans mise en demeure préalable.

Pénalités appliquées en cas de retard dans la réception d'ouvrages entraînant l'annulation d'une ou de plusieurs représentations donc entraînant une perte d'exploitation

Le 7 janvier 2026, la billetterie du Théâtre national de la Colline rouvrira à ses publics.

Le 21 janvier 2026, la grande salle du Théâtre national de la Colline rouvrira ses portes à ses publics pour la dernière création de Wajdi Mouawad, son directeur. Cette réouverture représente un fort enjeu pour le Théâtre national de la Colline, mais également pour les politiques culturelles car il s'agit de la dernière création de Wajdi Mouawad avant son départ effectif du Théâtre de la Colline. C'est à ce titre que le TITULAIRE devra tout mettre en œuvre pour assurer cette réouverture qui ne pourra avoir lieu sans un SSI et ses asservissements fonctionnels.

En cas de retards constatés dans la réception d'ouvrages entraînant l'annulation de représentations et donc une perte d'exploitation, des pénalités forfaitaires seront appliquées par représentation annulée. Le montant de cette pénalité a été calculée en considérant une salle pleine, comme il est d'usage lors de la diffusion de spectacles de Wajdi Mouawad.

- Pénalités appliquées en cas d'annulation de représentations en raison d'un retard dans la réception de travaux objets du présent marché ou d'une non-conformité obligeant la MAITRISE D'OUVRAGE à prolonger la fermeture au public
 - ➔ 13 000 € HT par représentation annulée au grand Théâtre plafonné à 20% du montant total

d'un ou des lots concernés

- ➔ 2 825 € HT par représentation annulée au petit Théâtre plafonné à 20% du montant total d'un ou des lots concernés
- ➔ Elle sera appliquée par la MAITRISE D'OUVRAGE dès constatation et sans mise en demeure préalable.

Pénalités pour absence aux réunions

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la MAITRISE D'OUVRAGE, une pénalité de 150 € HT sera appliquée au TITULAIRE absent dûment convoqué.

Sera considéré comme absent le TITULAIRE représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

Pénalités pour infraction aux prescriptions du chantier et du marché

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous, ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles précédents et avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par la MAITRISE D'ŒUVRE ou de la MAITRISE D'OUVRAGE des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

Elles seront déduites des situations mensuelles et appliquées par jour calendaire de retard :

- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier : 150 € HT
- Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : 150 € HT
- Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : 150 € HT
- Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons y compris ceux entrant dans la réalisation des locaux témoins : 150 € HT
- Retard dans le nettoyage du chantier : 150 € HT
- Retard dans l'évacuation des gravois/matériaux/terres hors du chantier : 150 € HT

Pénalités pour retard des travaux de parachèvement permettant la levée des réserves formulées lors de la réception

Lorsque la réception est prononcée sous les réserves prévues aux 5 et 6 de l'article 41 du CCAG travaux, tout retard par rapport à la date fixée pour le parachèvement de l'ouvrage (au plus tard quinze (15) jours calendaires après la notification du PV de réception au TITULAIRE est sanctionné par une pénalité forfaitaire appliquée par jour calendaire de retard.

- Pénalité forfaitaire appliquée par jour calendaire de retard constaté dans la levée des réserves émises lors de la réception
 - ➔ 500 € HT par jour calendaire de retard plafonné à 10% du montant total d'un ou des lots concernés
 - ➔ Elle sera appliquée par la MAITRISE D'OUVRAGE dès constatation et sans mise en demeure préalable.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle aux autres mesures coercitives à la disposition de la MAITRISE D'OUVRAGE, entre autres :

- Maintien de la garantie à première demande qui s'y substitue,
- Prolongation du délai de garantie,

- Mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG Travaux.

En cas d'inaction du TITULAIRE dans la levée des réserves dans un délai de vingt (20) jours calendaires après la notification de la réception de l'ouvrage, la MAITRISE D'OUVRAGE se réserve le droit de faire intervenir un autre prestataire que le TITULAIRE pour lever lesdites réserves, les montants dus audit autre prestataire sont directement imputés au solde du TITULAIRE.

Pénalités appliquées pour un retard dans la transmission des documents induits par des travaux modificatifs

Conformément à l'article 5.4 du présent CCAP, le TITULAIRE, en cas l'aléas induisant la modification de certaines prestations, devra présenter des offres pour travaux modificatifs qui seront accompagnés d'un calendrier présentant les modifications dans le planning initial dont de tels aléas et travaux modificatifs sont à l'origine.

En période d'exécution, le TITULAIRE dispose d'un délai de cinq (5) jours calendaires à partir du fait générateur pour présenter les documents susmentionnés à la MAITRISE D'OUVRAGE.

En période de préparation de chantier et d'études, donc hors exécution, ce délai est de dix (10) jours calendaires après l'apparition du fait générateur.

➔ L'apparition d'un fait générateur entrainement des travaux modificatifs ne prolongera en rien le délai d'exécution et la date de réception sans l'accord exprès de la MAITRISE D'OUVRAGE

- Pénalités appliquées en cas de retard dans la remise des pièces induites par des travaux modificatifs
 - ➔ 500 € HT par jour calendaire de retard à partir du 6^{ème} jour suivant le fait générateur durant la période d'exécution plafonnée à 10% de montant total du lot concerné
 - ➔ 500 € HT par jour calendaire de retard à partir du 10^{ème} jour suivant le fait générateur durant les périodes d'études et de préparation de chantier donc hors exploitation plafonnée à 10% de montant total du lot concerné
 - ➔ Elle sera appliquée par la MAITRISE D'OUVRAGE dès constatation et sans mise en demeure préalable.

Pénalités appliquées pour non-respect d'un engagement contractuel

Hormis les cas de pénalités spécifiques prévus aux autres articles du CCAP, dans le cas où un engagement prévu à la charge du TITULAIRE ne serait pas respecté, le TITULAIRE encoure sur simple constatation de la MAITRISE D'ŒUVRE ou de la MAITRISE D'OUVRAGE et sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 150€ HT par jour calendaire, à compter du jour de constatation du manquement et jusqu'au jour de constatation du respect de l'engagement concerné par le TITULAIRE.

Par ailleurs, dans le cas d'une telle constatation, le TITULAIRE s'engage à remettre à la MAITRISE D'OUVRAGE, à la MAITRISE D'ŒUVRE, au coordinateur SSI et au contrôleur technique sous cinq jours ouvrés maximum un plan d'action pour remédier au manquement constaté.

Les pénalités du présent article sont cumulables dans la limite d'un plafond correspondant à 10 % du montant hors taxes du lot concerné. Ce plafonnement n'est pas confondu avec le plafonnement des pénalités de retard définies à l'article 12 du présent CCAP.

N.B. : l'application éventuelle des pénalités indiquées au présent article n'est pas libératoire

Pénalités appliquées pour un retard dans la libération des locaux de base-vie

Le TITULAIRE devra libérer les locaux de base vie qui ont été mis à sa disposition par la MAITRISE D'OUVRAGE au plus tard le 5^{ème} jour suivant la date d'acceptation de l'ouvrage.

- Pénalités appliquées pour un retard dans la libération des locaux de base vie mise à disposition

du TITULAIRE

- ➔ 150 € HT par jour calendaire de retard suivant la date d'acceptation de réception de l'ouvrage et plafonné à 10% du montant total du lot concerné
- ➔ Elle sera appliquée par la MAITRISE D'OUVRAGE dès constatation et sans mise en demeure préalable.

Tableau des délais et des pénalités

INTITULE	DATE OU DELAI	MONTANT	TYPE DE PENALITE	PLAFONNEMENT
Rendu des études d'exécution	Au plus tard 30 jours calendaires après l'envoi de l'OS de démarrage des études d'exécution	1 000 € HT par jour calendaire de retard dès le lendemain de 30ème jour suivant l'envoi de l'OS de démarrage des études d'exécution	Forfaitaire	10% du montant du marché
Délai de levée des remarques bloquantes du BCT ou des services administratifs compétents	Au plus tard 15 jours calendaires après la notification des remarques bloquantes	1 000 € HT par jour calendaire de retard dès le lendemain de 15ème jour suivant la notification des remarques bloquantes au TITULAIRE	Forfaitaire	10% du montant du marché
Rendu des PPSPS	Au plus tard 7 jours calendaires avant le démarrage des prestations	1 000 € HT par jour calendaire de retard dès le lendemain de 7ème jour précédent le démarrage des prestations du TITULAIRE	Forfaitaire	10% du montant du marché
Présentation d'un devis de travaux modificatifs en cas d'aléas pendant l'exécution	Au plus tard 5 jours calendaires après le fait générateur	500 € HT par jour calendaire de retard dès le lendemain du 5ème jour suivant le fait générateur des travaux modificatifs	Forfaitaire	10% du montant du marché
Présentation d'un devis de travaux modificatifs en cas d'aléas pendant la période de préparation de chantier et d'études	Au plus tard 10 jours calendaires après le fait générateur	500 € HT par jour calendaire de retard dès le lendemain du 11ème jour suivant le fait générateur des travaux modificatifs	Forfaitaire	10% du montant du marché
Rendu des éléments permettant à la MOE d'établir le DOE	Au plus tard le jour de la réception de l'ouvrage concerné	500 € HT par jour calendaire de retard dès le jour de la réception de l'ouvrage concerné	Forfaitaire	10% du montant du marché
Rendu des éléments permettant au CSPS d'établir le DIUO	Au plus tard 30 jours calendaires après la réception de l'ouvrage concerné	500 € HT par jour calendaire de retard dès le 30ème jour suivant la réception de l'ouvrage concerné	Forfaitaire	10% du montant du marché
Pénalités de retard dans les travaux n'entraînant pas de perte d'exploitation pour la MOA	Au plus tard le jour de réception indiqué au présent CCAP	1 000 € HT par jour calendaire de retard dès le lendemain du jour de réception établi contractuellement	Forfaitaire	10% du montant du marché
Pénalités de retard dans les travaux entraînant l'annulation de représentations et entraînant de ce fait une perte d'exploitation pour la MOA	Au plus tard le jour de réception indiqué au présent CCAP	13 000 € HT par jour calendaire de retard pour l'annulation d'une représentation en grande salle 2 825 € HT par jour calendaire de retard pour l'annulation d'une représentation en petite salle	Forfaitaire	20% du montant du marché
Pénalité appliquée pour absence aux réunions	Le jour de la réunion concernée puis toutes les réunions concernées	150 € HT par réunion concernée	Forfaitaire	10% du montant du marché
Pénalités appliquées pour retard dans les travaux de parachèvement (levée des réserves)	A partir du 16ème jour calendaire suivant la réception de l'ouvrage	500 € HT par jour calendaire de retard appliqué dès le 16ème jour suivant la réception de l'ouvrage concerné	Forfaitaire	10% du montant du marché
Pénalités pour infraction aux prescriptions du chantier et du marché	Le surlendemain du constat de l'infraction et le lendemain du constat de l'inaction par le TITULAIRE	150 € HT par infraction mentionnée à l'article 12.4 du CCAP	Forfaitaire	10% du montant du marché
Pénalités appliquées pour un retard dans la libération des locaux de base vie	Le 6ème jour calendaire suivant la date d'acceptation de réception de l'ouvrage	150 € HT par jour calendaire de retard applicable dès le 6ème jour suivant l'acceptation de réception de l'ouvrage	Forfaitaire	10% du montant du marché

14. Caractéristique des matériaux et des produits

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes en vigueur. Le TITULAIRE en qualité de « sachant » et dans le cadre de son obligation de résultat est responsable des matériaux/produits qu'il utilise au regard de toute évolution normative qui peut intervenir en cours d'exécution du marché.

Ainsi, le TITULAIRE devra se tenir informés de l'évolution de la législation, de la réglementation et de l'homologation des normes. En cas d'évolution pendant le déroulement des prestations, des normes ou règlements auxquels le présent CCAP ou tout autre document constituant le marché se réfère, le TITULAIRE doit en informer aussitôt par courriel la MAITRISE D'ŒUVRE et la MAITRISE D'OUVRAGE avec, pour convenir avec lui de la prise en compte ou non de cette évolution. Cette information doit être accompagnée d'une analyse au moins sommaire des incidences de ces évolutions sur le(s) projet(s). La décision de la MAITRISE D'OUVRAGE leur sera alors notifiée par écrit. À défaut cette évolution ne sera pas prise en compte et ne pourra donner lieu à une rémunération supplémentaire. Il est entendu par les parties que toutes les évolutions connues au jour de la remise des offres et dont la date d'entrée en application a été publiée, sont réputées avoir été anticipées par le TITULAIRE et comprises dans son prix.

15. Obligations courantes du Titulaire

Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Dégradations causées aux voies publiques :

Conformément à l'article 34 du CCAG Travaux, si, à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge en est partagée par moitié entre le titulaire et l'acheteur.

Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;

- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.
- 2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :
- sa date d'embauche ;
 - sa nationalité ;
 - le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- 3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).
- 4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :
- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).
- 5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :
- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
 - un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

Réparation des dommages :

Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

16. Organisation du chantier

Le TITULAIRE devra se référer aux prescriptions du plan général de coordination, de sécurité et de protection de la santé relatives aux installations de chantier.

La direction des travaux est assurée par la MAITRISE D'OUVRAGE et la MAITRISE D'ŒUVRE, qui sont chargées du contrôle des ouvrages. Ils ont seule qualité pour interpréter les plans et devis.

Le TITULAIRE est tenu de se conformer strictement aux ordres de la MAITRISE D'ŒUVRE et de la MAITRISE D'OUVRAGE.

Le TITULAIRE doit faciliter les visites et investigations que la MAITRISE D'ŒUVRE, la MAITRISE D'OUVRAGE, le coordinateur SSI et le CSPS estiment nécessaires pour que les travaux soient conformes aux dispositions du marché et aux règles de l'art.

Les périodes de congés, vacances annuelles et saisonnières ne pourront justifier une diminution des moyens en personnel et matériel mis en œuvre par les entreprises.

Le TITULAIRE s'engage à maintenir sur le chantier, pendant la durée des travaux, un effectif compatible avec le programme d'avancement.

Le TITULAIRE est tenu d'organiser son chantier suivant les nécessités, les règles de l'art, et les règlements en vigueur.

Notamment, il devra maintenir sur ses chantiers le personnel et le matériel nécessaires à l'exécution de son travail.

La MAITRISE D'OUVRAGE, sur proposition du coordonnateur de sécurité pourra exiger les modifications d'organisation qu'il jugera nécessaires pour le respect des règlements, lois et délais.

Protection du chantier

Durant toute la période des travaux, un gardiennage est mis en place par la maîtrise d'ouvrage.

Les différentes zones du chantier seront sous vidéosurveillance et du personnel sera sur site 7 jours sur 7 de 8h00 à 24h00.

Une télésurveillance sera mise en place de 00h00 à 08h00 par le prestataire de sécurité de la MOA. Si des mesures spécifiques sont nécessaires pour la surveillance des ouvrages et des matériaux d'un lot, celles-ci seront à la charge du titulaire dudit lot concerné.

De plus, pendant l'exécution de ses propres travaux, le TITULAIRE doit prendre les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux matériaux ou ouvrage(s) des autres entrepreneurs. Il est responsable des conséquences pouvant résulter des infractions à ladite obligation.

Ainsi, le TITULAIRE doit protéger les matériaux, installations, fournitures, outillages et ouvrages jusqu'à la date de réception par la MAITRISE D'ŒUVRE et la CSSI, ou la MAITRISE D'OUVRAGE. En particulier pour tous les ouvrages livrés et mis en œuvre dans leur aspect "fini" les entreprises devront mettre en place des protections appropriées selon les conditions de mise en œuvre, l'échelonnement des tâches, et la fragilité relative des composants.

Les ouvrages fragiles ou susceptibles d'être détériorés par la suite des travaux comporteront des protections appropriées à leur nature et aux travaux à réaliser.

Ces protections seront déposées en fin de chantier par le TITULAIRE en coordination avec les

opérations de finition et de nettoyage.

En conséquence, le TITULAIRE doit réparer ou remplacer à ses frais tout ouvrage endommagé quelle qu'en soit la cause, sauf recours contre un tiers reconnu responsable. En tout état de cause la MAITRISE D'OUVRAGE sera étrangère à toutes contestations et répartitions des dépenses.

Au-delà de la date de réception, le TITULAIRE dont les travaux ont fait l'objet de réserves, sera responsable de tout dommage à l'ouvrage quel qu'en soit la cause, jusqu'à la levée de celles-ci.

Si les travaux viennent à être interrompus pour quelque cause que ce soit, non imputable à la MAITRISE D'OUVRAGE, le TITULAIRE doit protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaires pour la MAITRISE D'OUVRAGE.

Le TITULAIRE est responsable des vols et dégradations quelconques qui peuvent se produire sur l'ouvrage, et cela jusqu'à la date de livraison réserves levées.

Gestion des déchets de chantier

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux est de la responsabilité du TITULAIRE. Le TITULAIRE s'engage à ramasser quotidiennement les déchets qu'il produit à l'occasion de l'exécution du marché et à leur évacuation. Il s'assure de la propreté de l'intérieur du bâtiment et de ses accès.

Il n'est pas prévu d'installer de bennes de chantier communes, le stockage temporaire sur site des déchets produits est à la charge du TITULAIRE qui prendra ses dispositions pour évacuer quotidiennement ses déchets.

Le TITULAIRE s'engage également à l'évacuation régulière des déchets stockés sur site.

Le TITULAIRE doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets.

Afin que la MAITRISE D'OUVRAGE puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le TITULAIRE lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à la transmission de preuve de dépôt éditée par la plateforme dédiée « Track déchet ».

Ainsi, le TITULAIRE remet à la MAITRISE D'OUVRAGE les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le TITULAIRE et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG-Travaux, à défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de sept (7) jours calendaires après mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans les sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du TITULAIRE.

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier et le nettoyage d'après chantier sont compris dans le délai d'exécution. Le TITULAIRE dispose d'un délai de cinq (5) jours calendaires après leur réception pour libérer les locaux de base-vie qui leur auront été mis à disposition.

Documents à fournir après exécution

Le TITULAIRE devra remettre à la MAITRISE D'ŒUVRE, la MAITRISE D'OUVRAGE, au contrôleur technique et au coordinateur SSI, les documents prévus à l'article 40 du C.C.A.G.

Les éléments permettant d'établir le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) ainsi que les notices d'entretien seront remis en un exemplaire numérique et en format papier pour ce qui concerne le dossier d'identité du SSI.

Précisions complémentaires sur le format numérique :

- les documents graphiques (plans des ouvrages exécutés, plans de détail, plan de calepinage, etc.) seront au format DWG et PDF.
- les notes de calculs seront sous format PDF;
- les notices d'utilisation du matériel, notices techniques, des équipements, etc. seront sous format PDF;
- tous les autres documents seront format pdf.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, le TITULAIRE devra fournir son DOE, le dossier d'identité du SSI et notamment les notices d'entretiens au plus tard à la date de réception de mise en service du SSI et de ses asservissements.

Le dossier des ouvrages exécutés, le dossier d'identité du SSI et des notices d'entretiens seront remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

En cas de retard dans la transmission des documents, les pénalités prévues à l'article 12.2.3 du présent document s'appliquent.

17. Réception des travaux

Dispositions applicables à la réception

La réception MOA se déroule comme il est stipulé aux articles 41 et 42 du CCAG.

Cependant, les éléments qui composent le présent marché étant très spécifiques, une réception technique préalable est programmée quinze (15) jours calendaires avant la réception MOA. Cette réception technique se fera en présence du CSSI, de la MAITRISE D'ŒUVRE et du contrôleur technique.

Réception partielle et constat d'achèvement de travaux

Des réceptions partielles pourront être programmées tout au long des travaux. La garantie biennale des équipements faisant l'objet d'une mise en service commencera à la notification de ladite réception partielle.

18. Garantie et assurances

Garantie à première demande

Seules les garanties à première demande sont acceptables dans le cadre du présent marché dans les conditions prévues à l'article R2191-36 du code de la commande publique.

Le maître d'ouvrage ne donnera pas son accord pour la constitution d'une caution personnelle et solidaire.

La garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché public y compris ses modifications en cours d'exécution.

Le TITULAIRE est libéré un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au TITULAIRE pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, le TITULAIRE est libéré de ses engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

Garantie de parfait achèvement

L'ensemble des garanties contractuelles prend effet à compter de la réception des travaux.

Le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date d'effet de la réception, en application de l'article 44 du CCAG Travaux.

Si à l'expiration des délais de garantie, le TITULAIRE qui n'a pas remédié aux imperfections notées en réserves ou procédé aux reprises énoncées, le délai de garantie en cause peut être prolongé par décision de la MAITRISE D'OUVRAGE jusqu'à l'exécution complète des prestations, que celles-ci soient assurées par le TITULAIRE en cause ou qu'elles le soient d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG travaux.

Lorsque pendant le délai des garanties, la constatation d'avaries indique un vice général de la qualité concernant les matières premières, la fabrication des éléments d'équipement ou les travaux, la MAITRISE D'OUVRAGE se réserve le droit de faire reprendre, aux frais du TITULAIRE, tout ou partie des ouvrages ou équipements incriminés.

Pendant la période de garantie le TITULAIRE doit intervenir afin de remédier aux désordres dans les conditions suivantes :

- Si le désordre est de nature à apporter un trouble de jouissance des locaux ou est de nature à impacter l'activité de spectacle de la MAITRISE D'OUVRAGE, le TITULAIRE concerné devra intervenir sous un délai de deux (2) heures. Une confirmation par la MAITRISE D'OUVRAGE sera faite par courriel ou un numéro d'astreinte transmis par le TITULAIRE à la MAITRISE D'OUVRAGE.
- Si le désordre n'est pas de nature à apporter un trouble de jouissance des locaux, le TITULAIRE concerné est prévenu par lettre recommandée avec accusé de réception aura un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la lettre pour intervenir.
- Dans le cas où le TITULAIRE n'a pas satisfait à ses obligations concernant les réfections, ou remises en état, etc... la MAITRISE D'OUVRAGE fera exécuter les travaux par l'entreprise de son choix, aux frais risques et périls du TITULAIRE, le tout en application des dispositions de l'article 1792-6 alinéa 4 du Code civil.

Garantie de bon fonctionnement

Dans le cas où la prestation de travaux confiée au TITULAIRE implique l'installation ou la livraison d'équipements, la garantie de bon fonctionnement est d'une durée de deux (2) ans à compter de la date d'effet de la réception des prestations y compris les réceptions partielles pour les équipements faisant l'objet d'une mise en service. Le TITULAIRE a l'obligation de réparer ou de remplacer les éléments d'équipement, qui seraient inaptes à remplir leur fonction et/ou qui n'atteindraient pas les objectifs de performance définis aux documents de la consultation.

Assurances

Le TITULAIRE devra transmettre ses attestations d'assurance avant la notification du marché.
Le TITULAIRE doit justifier :

- une assurance obligatoire de Responsabilité Civile Professionnelle,

Le TITULAIRE devra justifier de la souscription d'une police d'assurance de responsabilité civile couvrant les conséquences de sa responsabilité pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion du présent marché et ceci à raison de tous dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non causés aux tiers et aux usagers, ainsi qu'aux participants.

Le TITULAIRE est seul responsable dans le choix des capitaux souscrits et fera son affaire personnelle d'une absence ou insuffisance de garanties.

- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 2270 du Code civil, selon les dispositions conformes à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978.

Le TITULAIRE est seul responsable dans le choix des capitaux souscrits et fera son affaire personnelle d'une absence ou insuffisance de garanties.

Le TITULAIRE s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de leurs responsabilités.

Le TITULAIRE devra fournir une attestation pour l'ensemble des garanties de leurs assureurs justifiant qu'ils sont à jour de ses cotisations. Cette attestation devra porter la mention de l'échéance et l'étendue des garanties.

Ils devront également fournir une attestation semblable à l'appui de leur projet de décompte final.

Le TITULAIRE informera la MAITRISE D'OUVRAGE de toutes modifications dans leurs qualifications ou leurs contrats d'assurances. Ils informeront la MAITRISE D'OUVRAGE des déclarations qu'ils effectueront auprès de leurs propres assureurs au titre de l'opération.

Les sous-traitants sont soumis aux mêmes obligations en termes d'assurance que le TITULAIRE.

19. Marchés de prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, la MAITRISE D'OUVRAGE se réserve le droit de conclure un ou plusieurs marchés négociés sans publicité et sans mise en concurrence préalables en vue de réaliser des prestations similaires à celles qui ont été confiées au TITULAIRE.

20. Résiliation et exécution aux frais et risques du titulaire

La MAITRISE D'OUVRAGE en qualité d'Acheteur peut, de plein droit, résilier le marché dans les cas prévus aux articles L. 2195-1, L. 2195-2, L. 2195-4, L. 2195-5 et L. 2195-6 du CCP.

Outre les cas de résiliation définis aux articles 49 et suivants du CCAG-Travaux qui sont dûment applicables au présent marché, la MAITRISE D'OUVRAGE en qualité d'Acheteur peut également

prononcer, de plein droit et sans indemnité à sa charge, la résiliation aux torts du TITULAIRE pour les motifs suivants :

- Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus à l'article

R.2143-3 du CCP, après mise en demeure restée infructueuse ;

- o Si le TITULAIRE ne remplit pas les obligations que lui impose le CCAP, le CCTP ou tous documents qui y sont mentionnés, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre la bonne exécution du marché ;
- o Si le TITULAIRE refuse le paiement des pénalités ou en cas d'atteinte du plafond de pénalités ;
- o Pour les motifs de résiliation spécifiques prévus par les stipulations du présent CCAP.

Lorsque le TITULAIRE est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du CCP, il en informe l'Acheteur sans délai. L'Acheteur peut alors résilier le marché pour ce motif. Toutefois, l'Acheteur ne peut prononcer la résiliation du marché au seul motif que le TITULAIRE fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce, à condition expresse que celui-ci l'ait informé sans délai de son changement de situation (article L. 2195-4 du CCP).

La lettre de résiliation précisera les modalités de fin du marché.

Pour la résiliation pour faute, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution minimum de quinze (15) jours calendaires, doit avoir été préalablement notifiée au TITULAIRE, et être restée infructueuse ou insatisfaisante. Cette mise en demeure informe le TITULAIRE de la résiliation envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation pour faute n'ouvre droit à aucune indemnisation du TITULAIRE et n'éteint pas l'action éventuelle de la MAITRISE D'OUVRAGE en qualité d'Acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du TITULAIRE, et plus généralement ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourront être intentées à l'encontre du TITULAIRE.

La décision de résiliation du marché est notifiée par la MAITRISE D'OUVRAGE au TITULAIRE par lettre recommandée avec avis de réception et fixe les modalités de la résiliation. Dans le silence de la lettre de résiliation, la résiliation du marché prend effet à compter de sa date de notification.

La MAITRISE D'OUVRAGE se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du TITULAIRE.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront alors prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le TITULAIRE concerné percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

NOTA : le permis de construire relatif aux travaux du hall est en cours d'instruction et, au moment de la publication de l'appel d'offre, présente un avis défavorable de la préfecture au sujet du désenfumage du hall. Dans le cas où le permis de construire fasse à nouveau l'objet d'un avis défavorable, la MAITRISE D'OUVRAGE se réserve le droit de modifier le présent

marché.

21. Cession – transfert du marché

Chacune des Parties ne peut céder, totalement ou partiellement, à titre gracieux ou onéreux, ses droits et obligations découlant du marché à un tiers (y compris en cas de fusion ou à d'absorption du TITULAIRE) sans l'accord préalable et écrit de l'autre partie.

Le TITULAIRE doit informer la MAITRISE D'OUVRAGE de tout projet de fusion ou d'absorption de et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du marché, celle-ci fera l'objet d'un avenant signé entre les Parties constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire.

22. Substitution

Au cours de l'exécution du marché, il est prévu la possibilité de substituer un membre du groupement d'opérateurs économiques, dans le respect des dispositions des articles L2194-1, R2194-5 et R2194-6 du code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où le mandataire du groupement propose à la MAITRISE D'OUVRAGE de substituer à un membre initial du groupement (qui peut être le mandataire lui-même ou l'un des cotraitants), un nouveau cotraitant, le mandataire devra motiver sa proposition par lettre recommandée avec accusé de réception, en justifiant :

- des motifs éventuels de la défaillance ou des motifs de la proposition du remplacement du membre en cause,
- qu'un tel changement ne saurait remettre en cause la capacité du groupement à exécuter les prestations telles qu'initialement prévues au présent marché,
- que cette modification ne change pas l'équilibre économique du marché en faveur du groupement d'une manière qui n'était pas prévue dans les termes du marché initial.

Le mandataire devra joindre à sa demande l'expression de volonté expresse du nouveau membre de remplacer le membre initial du groupement, se substituant ainsi dans ses droits et obligations.

La MAITRISE D'OUVRAGE est libre d'accepter ou de refuser la proposition de substitution qui lui est ainsi faite.

En tout état de cause, en cas d'accord entre les parties, un tel changement devra être formalisé par voie d'avenant au présent marché. Il est dressé contradictoirement un état des prestations exécutées par le membre du groupement qui est remplacé.

Enfin, le membre du groupement remplacé renonce expressément à percevoir le montant de la part de marché qu'il n'aura pas exécuté. Tous les frais et préjudices causés par le remplacement d'un membre sont à la charge exclusive du groupement, sans préjudice des droits et recours de la MAITRISE D'OUVRAGE.

23. Droit et langues

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant

les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de 30 jours pour répondre lorsque la réclamation porte sur le DGD, d'un délai deux mois pour les autres sujets.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

PARIS

75181

Téléphone : 01 44 59 44 00

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Télécopie : 01 44 59 46 46

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

24. Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation par l'article 3 du CCAP à l'article 4.1 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 5 du CCAP à l'article 3.6.1.2 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 5 du CCAP à l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 5 du CCAP à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 6 du CCAP à l'article 9.4.2 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 7 du CCAP à l'article 10.4 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 7 du CCAP à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 7 du CCAP à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 8 du CCAP à l'article 12.5.1 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 8 du CCAP à l'article 14.4 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 10 du CCAP à l'article 28 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 13 du CCAP à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 13 du CCAP à l'article 40 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 16 du CCAP à l'article 36 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 16 du CCAP à l'article 37.2 du CCAG-Travaux

Dérogation par l'article 16 du CCAP à l'article 40 du CCAG-Travaux

25. Annexes

ANNEXE 1 : PGC

ANNEXE 2 : PIC DU MARCHÉ DE TRAVAUX DU HALL

*** Fin du CCAP ***